

ABONNEMENT

payable anticipativement :
 Belgique, un an, fr. 4 —
 six mois, " 2 —
 Pour l'étranger, le port en sus.
 Annonces, 10 centimes la ligne.
 Reclames, 20 id. id.
 Une réduction de 50 p. c. sera accordée à nos abonnés d'un an ainsi qu'aux Sociétés de Libre-Pensée et de Secours mutuels.
 On s'abonne et on peut se procurer des journaux à Verviers, chez :
 V^e Bragard, rue de Dison, 136; Gri-

LE MIRABEAU

ORGANE DES SECTIONS WALLONNES**PARAISANT TOUS LES DIMANCHES**

S'adresser pour tout ce qui concerne les réclamations et la rédaction au bureau, place du Martyr, Cour Sauvage, 23, à Verviers.

NOUS VOULONS EXERCER NOS DROITS

Les personnes dont l'abonnement est expiré sont priées d'en envoyer le montant pour éviter les frais de recouvrement.

La rédaction du journal ayant été en partie renouvelée, nous prions nos correspondants d'adresser tout ce qui concerne la rédaction au bureau du journal, place du Martyr, cour Sauvage, 23, à Verviers. L. R.

Nous prions nos abonnés de l'étranger de vouloir bien nous envoyer des mandats par la poste, vu la difficulté pour nous d'écouler des timbres étrangers.

Nous prévenons nos dépositaires en retard que s'ils ne s'acquittent pas dans le plus bref délai, ils figureront à la 4^e page comme ils en ont été prévenus.

Fait en séance de ce jour, ce 6 janvier 1879.
 Le Conseil fédéral de la Vallée de la Vesdre.

Association Internationale des Travailleurs**CONSEIL FÉDÉRAL DE LA VALLÉE DE LA VESDRE**

Compagnons,

Le Conseil fédéral informe tous les membres de la Vallée de la Vesdre qu'une séance générale, et obligatoire aura lieu dimanche 19 courant, à 3 heures de relevée, au local, cour Sauvage, 23.

ORDRE DU JOUR :

1^o Rapport du délégué au Congrès de Bruxelles qui aura lieu le 12 courant.

2^o Question urgente.

Fait en séance de ce jour, le 6 janvier 1879.

Nota. — Les membres qui n'assisteront pas à cette séance devront se conformer aux décisions prises.

Le contrôle sera de rigueur.

ATTITUDE POLITIQUE

**du parti démocrate-socialiste
 de l'Allemagne.**

(SUITE)

Oui, par les clairvoyants, la République allemande était prévue ; c'était là le résultat fatal de l'agitation parlementaire qui commençait. Mais les plus ardents, en comptant la poignée de démocrates (Volkspartei) que contenaient le Reichstag croyaient fort éloigné encore le moment d'instauration de cette forme de gouvernement.

Lorsque tout-à-coup un double attentat vient précipiter les événements. Hoedel, le pauvre ouvrier, Nobiling, le docteur instruit, choisissent pour cible le vieux Guillaume. Leurs coups de feu retentissent dans le frémissement de l'avenue des Tilleuls, et si Hoedel manque le but, Nobiling, plus adroit, vise mieux et le touche : les chevrotines s'enfoncent dans les bras, le visage, le casque du bonhomme, et, comme le point de

mire est touché, le noir de la cible atteint, la grande figure de la République allemande surgit aux yeux de tous, au-dessus de la voiture où git étendu, presque frappé à mort, le corps du vieil Empereur, symbole ensanglanté de la monarchie qui s'éteint.

Oh ! qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée. Nous ne voulons pas dire qu'il suffise de tuer un roi pour abattre une monarchie, de supprimer un représentant pour faire disparaître un principe. Nous savons parfaitement, au contraire, que lorsqu'une institution est conforme à la nature des choses, la mort de son représentant ne l'atteint pas, et que pour qu'elle succombe, il faut la ruine des conditions dont elle n'est que la résultante visible. Si nous pouvions l'oublier, l'affaire de l'avenue des Tilleuls elle-même serait là pour nous le rappeler : la figure entrevue de la République allemande a disparu bien vite derrière celle plus vivante d'un prince impérial, prenant d'une main plus jeune et plus forte que celle de son père les rênes du gouvernement.

Mais ce que nous avançons, ce qui de tous points est incontestable, ce sont ces vérités : le double attentat de Hödel et de Nobiling a dévoilé le progrès étonnant, et peu soupçonné, qu'a fait dans les profondeurs des masses allemandes l'idée républicaine ; le double attentat de Hödel et de Nobiling, par la publicité qui l'a entouré, par la conduite courageuse des deux martyrs, a centuplé dans le peuple la propagande républicaine ; le double attentat de Hödel et de Nobiling, par les complications parlementaires qu'il a amenées, a avancé l'heure de la crise, la solution du combat engagé entre le Reichstag et Bismarck représentant de l'Empereur ; le double attentat de Hödel et de Nobiling est le véhicule de la République allemande.

Dans les masses, l'idée de la négation de la monarchie se confond presque toujours avec celle de la suppression du monarque. En même temps donc qu'un homme du peuple devient républicain un roi devrait être mort ; et bientôt la fécondité des familles royales ne suffirait plus à la fabrication des tyrans. Mais hélas, les choses ne se passent pas ainsi, parce que l'abnégation de soi n'est pas innée au cœur de l'homme. Quand un républicain s'expose à tirer sur un roi, on peut être certain que cent mille pensent comme lui ; qu'à cent mille l'idée est venue de tuer ; mais, qu'un seul a eu le courage de donner suite à cette idée, et d'exposer sa vie pour le triomphe de sa cause.

Au lendemain de deux attentats contre l'Empereur, on pouvait être certain que le peuple allemand pensait déjà à la République. Qui en douterait aujourd'hui, après l'explosion du sentiment populaire qui a eu lieu, et la file qui se déroule des crimes de lèse-majesté ?

Après le retentissement des affaires de l'avenue des Tilleuls, devant le courage de Hödel, après le lent et pénible martyr de Nobiling qui donc en Allemagne ne s'est pas demandé quelle chose ils voulaient, et si cette chose était juste ? L'esprit de chaque homme allemand s'habitue à l'idée de l'absence d'un Empereur, et déjà des nombreux paysans la désirent.

Enfin, comme nous l'avons dit, ces événements ont précipité les péripéties de la bataille parle-

gnard, place du Marché, 3 ; au local de l'Internationale, place du Martyr, 23.
 En province : Paul Soudan, rue du Repentir, 252 à Gand ; Maladrie, libr., rue de l'Hôpital, à Anvers ; Paris, libr., Grand'Place, à Bruxelles ; Ch. Prévost, menuisier, à Haine-Saint-Pierre ; Jules Gilles, débitant à la Hestre, Petit-Binche ; J.-B. Burléon, débitant à Jolimont, Haine-Saint-Paul ; H. Pieray, quai Nicolay, 9, à Pepinster ; Adrien Mercier, à Bessonriex-Manage ; Thys, rue Haut Vinave, 4, à Dison ; Section d'Ensisval ; D'heur, libr., rue Pont-d'Ile, 23, Liège.

mentaire. Le pouvoir en a naturellement méconnu la signification ; au lieu d'y voir un besoin plus grand de liberté pour le peuple, il a cru y reconnaître un résultat des écarts de la liberté. De là, lutte non seulement contre les démocrates-socialistes, mais de plus, lutte contre tous les partis libéraux ; demande de lois exceptionnelles qui, votées ou refusées amèneront le triomphe du pouvoir parlementaire et la chute de l'empereur, c'est-à-dire la République.

L'Allemagne donc traverse, en ce moment, la période bourgeoise contemporaine, cette période qui va de la monarchie absolue à la République des majorités.

Mais la France a fait trois fois ce chemin ! trois fois elle est allée, véritable pendule politique, jusqu'à la République, en passant par les mensonges des libertés constitutionnelles, et trois fois elle en est revenue ! Qui donc n'a pas dans la pensée les trois périodes que ces dates représentent :

1789 — 1790 — 1792 ;

1804 — 1830 — 1848 ;

1852 — 1869 — 1870 ?

Qui ne revoit ce benêt de Louis XVI laissant, à la voix de Mirabeau, tomber sa couronne dans une assemblée, et, à la voix du peuple, sa tête dans un panier ?

Qui n'a pas lu l'épopée de notre premier empire ? Qui n'a pas entendu parler de ces Bourbons et de leur charte, que le cosaque importe et que les « glorieuses » emportent ? De la « meilleure des républiques » proclamé par Lafayette ; enfin, de cette jolie « Marianne » qui parut aux deserts des banquets réformistes et qui s'avance souvent dans le soleil légendaire de Février ?

Nous avons presque tous vu le coup d'Etat crevant la maison Sallandrouze ; sifflé le « spectre de décembre » écrivant sa lettre du 19 janvier ; ri de Rochefort allumant sa Lanterne ; admiré Flourens ce passant héroïque et naïf des barricades ; et enfin applaudi à ce coup de balai du 4 septembre rejetant en dehors des frontières l'aigle empaillée impériale que l'aigle de Prusse venait heureusement d'éventrer.

Où en est donc l'Allemagne ? en 1789, en 1848, ou en 1870 ?

Depuis 1789, la France a proclamé trois fois la République ; l'Allemagne, pas une seule fois. Sur les édifices publics du peuple français c'est déjà une antiquité que cette inscription : *République* ; les monuments de l'Allemagne ont encore à ce sujet toute leur virginité.

En 1789, la France abolit le servage, et proclame l'égalité de tous devant la loi ; en 1791 elle se donne une constitution ; en 1792 elle brise la monarchie. Violée par un Empereur, elle réclame quand il est battu, et obtient une charte, puis conquiert une constitution ; quelque temps après (1848) elle proclame sa seconde République. Bientôt le socialisme apparaît, et sa bourgeoisie effrayée revient à l'Empire ; mais dès 1869 elle croit une seconde à l'Empire libéral, et dès 1870 elle réclame de nouveau et elle obtient sa 3^{me} République.

L'Allemagne marche plus lentement.

En 1807, sous l'influence des idées répandues par la révolution française, le baron patriote Stein étant premier ministre, l'abolition du ser-

vage, la proclamation de l'égalité devant la loi font leur entrée sur le sol allemand. Mais à peine un mot pour une constitution, pas une syllabe pour la République.

Sept ans après seulement, un mouvement pseudo-constitutionnel se dessine. Il n'embrasse pas encore l'ensemble de l'Allemagne ; il surgit dans les petits Etats, les uns après les autres se donnent des semblants de constitution : le duché de Nassau en 1814, le Luxembourg en 1815, le duché de Saxe-Weimar-Eisenach en 1816, la Bavière, Bade, en 1818, le Wurtemberg en 1819, le Hanovre à la même époque, le duché de Hesse en 1820, Saxe-Meiningen en 1829 ; quant aux deux grands Etats Allemands, l'Autriche et la Prusse, ils boudent longtemps encore les idées libérales. En 1848, seulement, au lendemain de l'explosion populaire française de Février, qui produisit une série d'émeutes en Allemagne, commença un réel mouvement d'ensemble, et à Francfort un parlement national allemand discuta un projet de constitution. Le projet issu des délibérations oiseuses de cette assemblée, instituait (en 1848!) un empire d'Allemagne, un empire avec deux chambres, un empire constitutionnel. Ce projet ne fut jamais appliqué, et il fallut attendre les victoires de 1866 et 1870 pour que le sabre d'un de Moltke fit ce que n'avait pu faire le libéralisme allemand.

Mais du moins à Francfort, — en 1848, plus d'un demi-siècle après la première république française, — pensait-on sérieusement à établir une république allemande? Voici textuellement les paroles prononcées par le vieux Jacoby lui-même en juin 1848, devant ses électeurs :

« Dans toute l'Allemagne, — sauf à Bade — la révolution s'est arrêtée devant les autels inébranlables, et a prouvé ainsi que si elle peut poser des bornes à ses rois, elle n'a nullement l'intention de les chasser. Nous devons nous soumettre à la volonté générale, et pour cela, la forme constitutionnelle monarchique est le seul terrain sur lequel nous devons baser notre nouvel édifice public. »

Oui, et c'est un fait que personne ne saurait mettre en doute ; seulement aujourd'hui en Allemagne surgit une poussée républicaine puissante, poussée que démontrent les deux attentats sur le monarque, les crimes de lèse-majesté, et qui s'impose à certains représentants que le peuple a envoyés s'asseoir au parlement.

Ainsi aux trois engendres de républiques françaises :

1789 — 1791 — 1792 ;

1804 — 1830 — 1848,

1852 — 1869 — 1870 ;

l'Allemagne en opposé une seule :

1807 — 1870 — 1871....

La France a le droit de dire trois fois : *Hier*, quand l'Allemagne en est encore à dire : *Demain*.

Mais cela prouve-t-il que l'Allemagne au lieu d'être tout simplement à la veille de la république, soit à la veille de sa première république, c'est-à-dire qu'elle soit en 1792, et qu'elle doive avoir dans son histoire une *seconde*, une *troisième république*, un 1848 et un 1870 ? Cela nous n'oserions le prétendre.

(A continuer).

Un Sacrifice à faire !

S'il est des gens qui peuvent se vanter d'être passés maîtres dans l'art de se gausser du peuple, on les trouvera certainement dans ceux qui ont ont été prononcés des discours au palais « à l'occasion du renouvellement de l'année. »

Ces messieurs ont presque tous rappelé que les Noces d'argent avaient donné au peuple belge l'occasion d'affirmer hautement ses sympathies pour leurs majestés, bien que tout le monde sache que beaucoup de gens, en Belgique, s'en soucient comme de Colin-Tampon, et que, si d'un côté un peu de vanité n'avait poussé les uns à collecter et un peu de pression n'avait poussé certains autres à donner les 25 centimes, il est très probable que le résultat de la collecte faite

à l'occasion des fameuses Noces d'argent eût été problématique.

Mais où ces messieurs se moquent agréablement du pauvre monde, c'est quand ils parlent de la crise et qu'ils s'apitoient sur les souffrances qu'ont endurées patrons, ouvriers et eux-mêmes par dessus le marché.

M. de Crassier espère que l'année qui s'ouvre consolidera la paix, cette œuvre de civilisation, et que des jours meilleurs ne tarderont pas à luire.

M. Chicora, président de ce fameux Conseil des Mines, si rempli de sollicitude pour les pauvres mineurs, signale aussi la crise métallurgique et chaudronnière, les sacrifices et les privations qu'elle a imposées aux patrons et aux ouvriers ; il en espère le terme et de fructueuses compensations.

Pardieu ! les compensations ne se feront pas attendre pour les maîtres charbonniers ; ils ont profité de la crise pour faire de nombreux travaux préparatoires qui, plus tard, faciliteront l'extraction du charbon et ils ont eu les bras à bon marché. Ils n'ont fait qu'une simple avance d'argent qui leur sera remboursée au centuple quand, comme dit M. de Crassier, des jours meilleurs viendront à luire.

Mais, ont-ils souffert ces pauvres patrons ! ont-ils souffert ! M. Chicora en est encore tout ému. Quant à la classe ouvrière, elle a été sage, très sage ; on n'a pas eu besoin de renouveler les scènes de l'Epine et du Borinage, ni de faire de nombreuses arrestations comme à Seraing pour l'empêcher de se plaindre trop haut. Un bon point au mouton ; il a été tondue de très près, quelque peu écorché, et il n'a pas même bélé.

Le Conseil des mines a dû rudement souffrir aussi, car on ne dit pas que le président de ce Conseil n'a que huit mille francs par an et chaque conseiller six mille ; et que cela doit être insuffisant, par le temps qui court, pour tant de services rendus.

Jetez un pleur, pauvres charbonniers et vous aussi bienheureux hiercheurs, objet de toute la sollicitude du père des négrillons, l'honorable M. d'Andrimont, plaignez, plaignez vos pauvres patrons, car ils ont bien souffert !

Le gouverneur de la Banque dite nationale, l'échevin faisant fonctions de bourgmestre de Bruxelles, le président du tribunal de commerce, le président du conseil général des hospices, tous ont chanté la même chanson.

Nous ne savions pas, nous qui eussions manqué de pain, de vêtements, de chauffage, nous ne savions pas que nos patrons eussent tant souffert ; mais maintenant que, grâce à MM. Chicora et consorts, nous ne pouvons plus l'ignorer, nous descendrons dans les mines, pour rien s'il le faut, et y travaillerons quinze heures par jour pour venir en aide à nos infortunés maîtres charbonniers.

Ce sacrifice nous coûtera peu, attendu que nous ne gagnons déjà presque plus rien et que les heures de travail s'allongent comme les nez de ces honorables quand ils n'ont plus quinze pour cent de bénéfice net, en sus de leur traitement de gérant ou d'administrateur.

Un sacrifice ! houilleurs ; imposons-nous un sacrifice !

UN HIERCHEUR.

Pour conforme, BÉBÉ.

Accès des femmes aux fonctions médicales.

Quelqu'un pousse un jour en notre présence une exclamation de surprise en lisant dans je ne sais quel journal les lignes suivantes :

« Par décision de M. le Ministre de l'instruction publique, M^{me} Brès, docteur en médecine de la Faculté de Paris, a été nommée dernièrement médecin de service pour les dames au théâtre historique et au théâtre du Châtelet. »

Cela date déjà de quelques mois ; l'impression nous en est restée toute fraîche dans la mémoire, parce que cet étonnement hostile, manifesté devant nous, nous avait paru étrange.

Qu'y a-t-il donc en vérité de si extraordinaire dans ce fait ? Est-ce qu'en Amérique il n'y a pas depuis longtemps des femmes médecins ? Est-ce qu'en France, depuis la première bachelière, M^{lle} Daubié, les femmes n'ont pas marché à pas de géant ?

Trente-deux jeunes femmes suivent en ce moment les cours de la Faculté de médecine de Paris.

Une femme médecin s'est trouvée dernièrement juste à point dans une des rues de Paris pour secourir la malheureuse victime d'un grave accident.

Cela ne prendra pas, dit-on sans cesse ; ce sont des excentricités, ce sont des exceptions !

Quel progrès, nous vous le demandons, quel progrès n'a commencé par des exceptions ? Quelle idée généreuse et juste n'a-t-on pas traitée d'excentricité, jusqu'à ce qu'elle ait passé dans le domaine public ? Quelle théorie n'a précédé la pratique !

Examinons donc théoriquement, logiquement, pratiquement, si l'accès aux études médicales doit être ouvert aux femmes.

Voyons aussi s'il existe, comme on le dit, des raisons de leur interdire l'exercice de la médecine.

Pour être médecin émérite, pour agir fructueusement sur un malade, que faut-il ? De la science d'abord, puis de l'adresse, de la sensibilité, du dévouement.

La science, elle est à tous et à toutes ; elle appartient à tous ceux qui veulent l'acquérir. C'est le domaine de tous, nous le répétons, de la femme aussi bien que de l'homme.

L'intelligence n'a pas de sexe. Ce que l'homme comprend, ce que l'homme apprend, la femme peut l'apprendre et le comprendre, pourvu qu'on l'y prépare par une éducation rationnelle.

Quand on lui donne les mêmes enseignements qu'à l'homme, elle en profite comme lui. Si vous la voulez savante, instruisez-la, et nous vous affirmons que si vous dirigez dès l'enfance son esprit vers les choses sérieuses, vous ne la trouverez pas rebelle.

Toutes ne sont pas au même degré évidemment aptes aux sciences abstraites ou autres. N'en est-il pas de même pour les hommes ! Mais il se découvrira, par la culture, en elles comme en eux, des facultés remarquables, dont le vulgaire ne semble nullement se douter.

Et c'est une telle mine de richesses intellectuelles qu'on a ravi jusqu'à la société.

Les penseurs ont enfin compris qu'il était temps de tirer parti, au profit de tous, du filon d'or que recouvre une couche d'insouciance, d'ignorance, et de frivolité, et les généreux et les courageuses ont commencé l'attaque, ont sapé la routine.

Les jeunes filles qui se sont présentées jusqu'à présent aux examens de la Faculté ont subi brillamment les épreuves, plus brillamment en général que leurs concurrents masculins.

Donc, comme aptitudes scientifiques, c'est déjà un fait acquis que l'égalité de la femme et de l'homme.

L'accès de la femme aux études médicales est aussi fondé, aussi rationnel que l'accès de l'homme à ces mêmes études.

On objectera, on a déjà objecté la délicatesse de nerfs des femmes, délicatesse qui peut, qui doit leur rendre pénibles certains détails d'anatomie, certains travaux d'analyse ou de dissection, le spectacle de souffrances terribles, l'émotion produite par la vue de certaines opérations chirurgicales très-douloureuses.

Nous allons nous efforcer de répondre à ces objections qui touchent encore à la partie scientifique de la médecine.

Nous commençons par avouer que, pour notre part, nous ne voyons rien d'absolument répugnant à étudier théoriquement le corps humain dans toutes ses parties. N'est-ce pas la plus légitime de toutes les curiosités que de désirer connaître au moins de nom, les mécanismes divers qui fonctionnent en nous, sans que nous en ayons la direction, sans que nous les voyions même, sans

que nous puissions les deviner, si ce n'est avec le secours de l'étude ?

Est-il répugnant de se rendre compte de la façon dont le sang circule du cœur dans les artères et des veines dans le cœur ? de savoir que l'air entre dans les poumons en contact avec le sang, lequel se transforme par la combustion de l'oxygène avec le carbone ? Evidemment non ; c'est un préjugé absurde. Il n'y a là rien que de très-naturel, et cette élaboration des aliments dans la cavité buccale, dans l'estomac, dans l'intestin grêle, etc., par les différents sucs, diastase, sucs gastrique, pancréatique, bile, etc., est admirable en vérité.

Est-ce un objet de dégoût que le système nerveux ? Cela soulève-t-il le cœur, suivant l'expression commune, que de savoir le nom des diverses membranes fibreuses ou muqueuses qui protègent et desservent chaque organe ? Est-ce donc si effrayant que d'étudier la charpente osseuse ?

On tremble à la pensée d'une tête de mort ; c'est horrible, au point de causer un évanouissement, disent certaines femmes.

Erreur ! Il n'est besoin pour chasser cette impression que de songer à une seule chose : c'est que le corps est un vêtement qui se flétrit, une simple dépouille à laquelle il ne faut pas donner plus d'importance qu'elle ne mérite.

Une objection plus sérieuse, c'est l'émotion profonde et involontaire que peut produire la vue d'un cadavre sur une organisation impressionnable.

Nous le comprenons. Contempler sur la table de dissection un corps humain, immobile, verdâtre, plus ou moins hideux, ce n'est pas un spectacle attrayant, et beaucoup de jeunes hommes eux-mêmes ne peuvent examiner de sang-froid un tel objet.

Mais l'impression, très-forte à la vue d'un premier cadavre, s'affaiblit peu à peu. L'horreur tient surtout à la surprise. Où la surprise n'existe plus, l'horreur disparaît, et la femme la plus délicate, au bout d'une dizaine d'expériences de ce genre, sentira à peine dans son cœur un léger tressaillement.

Voir pénétrer à travers les chairs un instrument tranchant, voir ouvrir un cadavre et mettre à nu un cœur, des poumons, un estomac humains, toutes choses habituellement cachées aux regards et ayant par cette raison même une sorte de cachet mystérieux et sacré, c'est une secousse donnée à l'organisation du spectateur, nous n'en disconviendrons pas, mais ici l'habitude seule manque.

L'accoutumance fait évanouir l'obstacle à la science ; puis il est très-facile de s'affermir le cœur par les raisons du cœur lui-même.

Examiner, analyser, disséquer, dans un but humanitaire, des tissus et des organes sans vie, qui inspirent une horreur toute conventionnelle et un peu égoïste (car l'analogie avec notre propre constitution est ce qui nous éloigne le plus du cadavre), ne paraîtra plus à celui ou à celle qui aura réfléchi, qu'une conséquence toute naturelle et très-simple du but à atteindre.

Est-ce que la femme ne tue pas journallement pigeons, poulets, canards, sans le moindre battement de cœur ? Est-ce qu'elle ne connaît pas et n'a pas examiné vingt fois avec indifférence, en ouvrant ces volatiles, leurs organes encore chauds ? Affaire d'habitude, vous le voyez ! Elle manie sans horreur un cadavre d'oiseau ou un cadavre de lièvre ; elle le palpera, elle le préparera pour la cuisine, préparation qui pourrait inspirer du dégoût à quelques-uns et qu'elle opère elle-même avec autant d'insouciance que possible.

Elle ferait ainsi d'un renard, d'un chat ou d'un singe, si l'on avait coutume de manger ces animaux. Eh bien ! cadavre pour cadavre, qu'y a-t-il de changé ?

Le préjugé, la convention toujours, l'accoutumance surtout, puis un sentiment de retour sur sa propre personnalité, causent seuls cette répulsion déclarée invincible. Mais ces motifs ne résistent pas au raisonnement logique chez une nature intelligente et dévouée.

(A suivre).

Eugénie PIERRE.

RUSSIE.

On écrit de Saint-Petersbourg, 26 décembre.

Où allons-nous ? Voilà ce qu'il est permis de se demander. Depuis Vera Zassoulitch, un souffle révolutionnaire s'est emparé de la nation russe. La police est sur les dents et ne sait plus à quel saint se vouer. La situation politique est fort grave pour nos gouvernants. Bridés par une coutume impitoyable, nos journaux ne peuvent rien dire, ou ils ne publient que des récits considérablement atténués *ad usum Delphini*.

C'est le jeu de l'autruche qui croit s'être dérobée aux regards lorsqu'elle a caché sa tête dans le sable. Mais à quoi bon ce luxe de précautions pour dissimuler un mal qui éclate à tous les yeux ? De toutes les parties de l'Empire, on reçoit des nouvelles alarmantes, partout le peuple murmure. Dans la province, comme dans la capitale, les étudiants sont à la tête du mouvement et plusieurs familles de marque prennent parti pour les mécontents. Les organisateurs des démonstrations sont ordinairement des étudiants, auxquels se joignent des travailleurs et des citoyens qui ne veulent plus porter le joug de l'absolutisme.

Dans la capitale, les étudiants ne se laissent pas intimider par les menaces. L'autre jour, entre dix et onze heures du matin, deux cents d'entre eux, auxquels s'étaient joints environ six cents autres jeunes gens, se sont réunis devant l'Université sur la place Wassiljewski-Ostrow. Ils ont pénétré dans le palais de l'Université et ont invité le recteur à éloigner les sentinelles apostées dans le voisinage et à faire les démarches nécessaires pour obtenir la mise en liberté de plusieurs camarades qui avaient été arrêtés.

Le recteur répondit qu'il ne pouvait rien faire, et pria les jeunes gens de se retirer tranquillement. Il n'avait pas encore achevé sa réponse que déjà les étudiants étaient cernés par les soldats. En un clin d'œil, ils brisèrent ce cercle de fer et se précipitèrent vers la porte de derrière, espérant s'échapper par cette issue, mais ils trouvèrent la porte close, et les soldats les poursuivirent la baïonnette en avant. Le capitaine Pérowski les somma alors de se rendre, les menaçant de faire feu s'ils refusaient de déférer à cette injonction.

Une mêlée effroyable s'ensuivit, pendant laquelle les soldats tirèrent plusieurs fois sur la foule. Bientôt la porte fut forcée, les étudiants se précipitèrent dehors en criant, en sifflant et en tirant des coups de revolver dans la rue. Ils se dirigèrent vers le pont de la Néva, mais déjà ce pont était occupé militairement. Les étudiants s'arrêtèrent un instant, puis de nouveau ils se virent cernés par les soldats. Au bout de quelques minutes, parut, à la tête d'un détachement de gendarmerie à cheval, le général Surow, commandant de la ville, qui adressa aux étudiants cette brusque apostrophe :

— Chiens que vous êtes, je vais vous fusiller tous sur-le-champ !

A peine avait-il achevé de parler qu'une balle de revolver passa en sifflant sur sa tête.

— Liez ces coquins ! s'écria Surow.

Et aussitôt les gendarmes se jetèrent avec rage sur ces jeunes gens et leur mirent les fers.

— A moi, frères ! — cria un étudiant, et en un clin d'œil, l'aile droite des soldats fut rompue et une partie de la foule chercha à s'échapper. Les soldats se mirent à sa poursuite en poussant des hurrahs sauvages et poussèrent un certain nombre d'étudiants dans la Néva. Plusieurs trouvèrent la mort dans le fleuve, d'autres parvinrent à s'échapper ; d'autres encore, au nombre de quatre-vingts, furent arrêtés et conduits dans la caserne voisine, où ils furent gardés sous verrou.

Le calme n'a été rétabli que vers trois heures de l'après-midi.

L'Université est cernée militairement : des soldats sont postés sur toutes les places, des milliers de gendarmes, d'agents de police et de cosaques circulent à travers les rues. Tous les postes ont été doublés ; dans les casernes, les troupes ont été consignées. Le général Vistrom a fait venir dans la capitale toutes les troupes des garnisons environnantes.

Ce n'est pas tout. Des démonstrations semblables ont été signalées à Moscou, Charkow, Odessa et Varsovie. Dans cette dernière ville, notamment, un grand nombre d'étudiants ont été arrêtés. A Vologda, les professeurs du gymnase eux-mêmes ont provoqué des démonstrations hostiles et organisé un charivari devant l'hôtel du gouverneur. Celui-ci a requis le chef de la police, et plus de cinquante manifestants ont été arrêtés.

Il est, je pense, inutile d'insister sur la gravité de ces symptômes.

Les choses en sont venues à ce point que le ministre de l'instruction publique s'est vu dans l'obligation d'adresser aux inspecteurs scolaires une circulaire

appelant leur attention sur la nécessité de prendre des mesures en vue d'empêcher les étudiants de se procurer des armes. A cette fin, une surveillance rigoureuse sera exercée sur les familles des étudiants et sur les personnes qui leur servent de correspondants. Cette circulaire a paru au *Messenger officiel*.

L'Académie de médecine n'a pas encore rouvert ses cours, et la bibliothèque y attenante demeure fermée.

On allègue, à titre d'explications, que la débâcle de la Néva a commencé et que les ponts de bateaux qui établissent la communication entre la rive droite, où se trouve l'Académie, et les îles qui forment l'autre quartier de la ville, ont dû être enlevés provisoirement pour livrer passage aux glaces.

On allègue encore qu'il est question de transférer la Bibliothèque dans un autre local. Telle est, du moins, l'explication officielle. La vérité est que c'est par mesure de précaution et dans la crainte de voir surgir de nouveaux troubles que l'on persiste à tenir fermées les portes de l'Académie de médecine et de la bibliothèque.

S. T.

Correspondance liégeoise.

Ce 8 janvier 1879.

Citoyens rédacteurs,

Je viens par la présente vous demander l'hospitalité de vos colonnes pour la publication de ces quelques lignes, qui, espérons-le, seront lues et méditées par nos amis liégeois.

Dans notre bonne ville de Liège, il est impossible de trouver un organe défendant les véritables intérêts des ouvriers. Depuis le décès de l'*Ami du Peuple*, cet héroïque défenseur des droits du prolétaire, qui a succombé aux sourdes menées du jésuitisme, nous n'avons plus ni journal, ni conférences, choses qui seraient cependant très-utiles en ce moment, car aujourd'hui, la plupart des ouvriers, au lieu de marcher avec le siècle, c'est-à-dire vers l'instruction, sont encore plus abrutis qu'ils ne l'étaient au siècle dernier. Pour nous, socialistes, notre devoir est de les retirer de cette fange !!!

La publication d'un journal est un excellent moyen pour retirer les ouvriers de ce pas, mais, pour le moment, il est encore trop tôt, car si nous créons aujourd'hui un organe, il devra périr infailliblement faute d'abonnés, les ouvriers étant en grande partie trop arriérés pour en reconnaître la nécessité.

Commençons donc par donner quelques conférences dans les quartiers les plus populeux ; démontrons à ces malheureux citoyens les bienfaits de l'association entre les travailleurs, ensuite la publication d'un journal sera accueillie avec grande joie par tous les ouvriers et ils s'empresseront de s'y abonner pour y étudier les questions sociales.

Un exemple prouvera aisément le résultat des conférences.

La *Société Franklin*, de Liège, a commencé par donner quelques conférences, et quelque temps après a paru cette fameuse feuille qui a titre *Journal Franklin*, qui prétend revendiquer les droits du prolétariat, en engageant les ouvriers à se soumettre à toutes les exigences de messieurs les patrons.

A la fondation de la dite Société, un grand nombre des ouvriers en ont été partisans, parce qu'ils avaient été éblouis par les promesses de ces fameux Franklinistes ; mais aujourd'hui, presque tous les ouvriers reconnaissent leur erreur, et attendent avec impatience la formation de sections de l'*Internationale* dans les différents corps de métiers.

Nous avons un *Cercle d'études sociales et de propagande*, mais il est presque inconnu des ouvriers. A lui incombe le devoir de prendre l'initiative de l'organisation de ces conférences. Espérons que ce Cercle exaucera notre vœu et que dans peu nous serons convoqués à un meeting.

Recevez, citoyens rédacteurs, mes salutations fraternelles.

Salut et égalité.

UN SOCIALISTE LIÉGEOIS.

L'Association des tisserands a donné dimanche 12 janvier, au local, cour Sauvage, une soirée qui a pleinement réussi. La salle était comble et le public qui y assistait a emporté de cette soirée un excellent souvenir et nous espérons que, conformément au vœu exprimé par tous, il sera encore organisé de semblables soirées. Profitons de la circonstance pour remercier les *Socialistes réunis* du concours qu'ils ont bien voulu prêter à cette soirée et remarquons en passant que le public a très-applaudi les chœurs chantés par cette Société, qui en cette occasion s'est véritablement distinguée.

Nous donnons ici un résumé de la conférence donnée à cette occasion par le citoyen E. W. Voici comment il s'est exprimé :

Citoyennes, citoyens,

Puisque tout au commencement de l'année j'ai l'honneur de vous parler, je dois avant tout me conformer à un usage, ridicule si l'on veut, mais qui n'en est pas moins suivi par presque tout le monde : je commencerai donc par vous souhaiter à toutes et à tous une bonne année.

Que de mots, que de désirs, que de souhaits renfermés dans cette vague formule : la bonne année. Sera-t-elle, pour être bonne, celle qui nous apportera l'émancipation tant désirée, ou verrons-nous seulement la fin de la crise, le travail sera-t-il plus demandé, le salaire plus élevé ou encore sera-t-elle une bonne année parce que dans le courant de cette année, le nombre d'adhérents à nos idées se sera accru, l'ouvrier se sera plus éclairé, aura mieux compris la solidarité.

Sera-t-elle bonne, sera-t-elle mauvaise, je n'en sais rien : l'avenir est recouvert d'un voile et nous ne pouvons en juger que par des déductions tirées du passé.

L'année qui vient de s'écouler a été féconde en événements, féconde surtout en douleurs et en peines pour nous : nous y avons vu se dérouler des procès scandaleux motivés par les grands puffs financiers, nous avons assisté à l'exposition de Paris, nous avons entendu retentir au loin les coups de feu de Hoedel, Nobiling et Moncasi, qui tous trois sont maintenant morts.

L'année qui recommence sera, j'en suis convaincu, des plus pénibles à traverser, car si j'en crois les rapports faits par les sommités industrielles, on ne peut prévoir encore la fin de la crise qui nous a tous si cruellement atteints et éprouvés. Mais ce qui rendra l'année pénible pour nous, c'est que nos gouvernants, pris de vertige ou de terreur, aimant mieux avoir recours à des moyens de répression que de chercher à apporter un remède à nos maux, c'est que nos gouvernants, dis-je, semblent inaugurer cette année un système de persécution contre les socialistes.

Déjà dans un pays voisin, les mesures répressives sont appliquées et nous voyons qu'ici l'on ne serait pas fâché d'en faire autant. Tout sera mis à l'index, les moindres mots qui dans nos journaux, pourront prêter à l'allusion, seront incriminés; on trouvera sans beaucoup de peine qu'ils constituent des délits plus ou moins imaginaires, enfin l'on cherchera par tous les moyens possibles à écraser la presse socialiste.

Quand on a tort et que l'adversaire semble faible, il est un bon moyen de se donner une apparence de raison, c'est de supprimer l'adversaire ou tout au moins de l'empêcher de parler ou d'écrire; c'est ce que l'on fera avec nous. Réussira-t-on, nous fera-t-on disparaître? Je ne le crois pas et même je dirai mieux : c'est que la lutte ne pourra faire que de nous grandir, elle ne pourra qu'affermir nos convictions et nous unir plus que nous le sommes, car le danger commun nous fera resserrer nos rangs.

(A continuer.)

L'ENFANT TROUVÉ.

La recherche de la paternité est interdite.
(Code civil français, art. 340).

J'ai vingt ans. J'ai vécu sans connaître mon père;
Vit-il? Je n'en sais rien, ce qui me désespère;
Je l'aurais vénéré.
J'ai vingt ans. Et l'on dit : La vie est éphémère!
Pour moi, qui n'ai pas même eu l'amour de ma mère,
Les jours ont trop duré.

Cependant je veux vivre, approfondir la vie;
Rechercher mes parents est ma fervente envie...
Mais la loi le défend.

Tant pis! contre la loi faite dans un autre âge,
Je m'élève avec force et j'aurai le courage
De plaider pour l'enfant.

Ah! qu'il me serait doux de sourire à ma mère;
De l'aimer, la chérir... Si c'est une chimère
Qui se meurt sous mon front;
Elle a fait naître en moi la force et l'espérance
Qui donnent l'énergie et la persévérance.
Je ne crains pas l'affront.

Pourquoi se cachent-ils les auteurs de mes peines?
Un sang adultérin coule-t-il dans mes veines?
Mon père est-il captif?
Ma mère existe-t-elle? Est-elle femme ou fille?
Malgré la loi, je veux découvrir ma famille;
C'est mon droit respectif.

N'est-ce pas naturel? Qui pourrait me défendre
De parler, m'informer? De savoir et d'apprendre
Les choses du passé?
Si quelqu'un me disait que je dois l'existence
Au déshonneur, au crime?... Et que ma persistance
Est un acte insensé!

J'objecterais : — Mais si bizarre est la nature,
C'est la société d'où vient la pourriture
Qui corrompt les esprits.
Si l'on me révélait que mon père est un prêtre,
Je n'en rougirais pas. Je répondrais, peut-être :
Je n'en suis point surpris. —

Mes recherches seront intrépides, constantes;
J'irai de ville en ville, et jusque sous les tentes
Des soldats, dans les camps;
J'irai dans les châteaux, les couvents, les casernes;
Je fouillerai partout : repaires et cavernes
Des moines, des brigands.

Jusque dans les bas-fonds, où git la flétrissure,
Je veux interroger le vice, la luxure.
Et devant les portraits
De ces êtres déçus : vieillards, hommes et femmes,
Tranquille, au milieu d'eux, dans leurs bouges infâmes,
Je scruterai leurs traits.

Si j'allais retrouver sous des haillons sordides
Ceux, par moi, désirés, et lire dans leurs rides
Les secrets de leurs jours?
Si j'allais deviner aux rictus de leurs bouches,
Que l'un et l'autre sont des natures farouches,
Criminelles toujours?

Mon esprit se révoite à ces pensers étranges.
Pourquoi le monde a-t-il des cloaques, des fanges
Et des enfants trouvés?
Le jour qu'on m'envoya, docile, à la charrette,
On m'apprit que je fus ramassé dans la rue
Dormant sur les pavés.

Soudain, je m'écriai : — Quoi! celle qui me donne
Mon pain, n'est pas ma mère? Elle qui me pardonne
Tous mes défauts d'enfant!
Ne me répétez plus que de celle qui m'aime,
Je ne suis pas le fils... Je l'aime tant moi-même! —
Oh! ma tête se fend.

Je ne devais plus voir cette excellente femme.
D'elle on me sépara. Ce fut drame après drame.
Elle en mourut. Hélas!...
J'avais douze ans. Pourquoi fallut-il que j'apprisse,
Enfant abandonné, que même à ma nourrice
Je n'appartenais pas?

Et depuis ce jour-là, j'ai méprisé les hommes.
Je nargue maintenant la planète où nous sommes,
Le soleil et les cieux.
L'orage est sous mon front. Mes doigts tiennent la foudre
Qui peut mettre d'un coup le genre humain en poudre,
Anéantir ses dieux.

Désormais, je vivrai, révolté volontaire
Contre l'humanité, volcan dont le cratère
Vomit les maux cruels,
Qui, roulant parmi nous, comme une lave ardente,
Dessèche du bon grain la sève indépendante
Et font les criminels.

Mais je ne tuerais point. Qu'importe les ravages
Des vents ou des torrents ou des hommes sauvages...
Cherchons, moralisons!
Les criminels sont fous. Guérissons leurs folies;
Les nations par eux ne seront plus salies...
Pourquoi tant de prisons?

Je n'ai pas visité ces sinistres demeures.
Où tant d'infortunés comptent des milliers d'heures.
J'aurais voulu les voir.
Si mon père vivait enchaîné dans un bagne,
Et si ma mère était d'un forçat la compagne,
Je voudrais le savoir.

Mais non!... Je suis l'enfant mystérieux du vice,
De la passion brute, ou d'un honteux caprice.
Fils d'un homme inconnu,
Je dois mon origine aux secrets de l'orgie;
Et ma mère égarée, et de honte rougie,
M'abandonna tout nu.

A quoi bon pénétrer dans les nuits ténébreuses?
J'y renonce. J'ai vu tant de choses affreuses,
Que j'en suis affligé.
Mais ne pouvant, tout seul, réformer la nature,
Contre l'iniquité de la législation,
Je demeure insurgé,

EUGÈNE CHATELAIN.

Au moment de mettre sous presse, la correspondance allemande ne nous est pas encore parvenue.
L. R.

Colonne libre.

PROPAGANDE DE LA PRESSE.

Un qui n'est pas décoré, mais qui voudrait bien l'être, je suppose,	0 25
Pour que le prolétaire se lève,	0 05
Souvenir de la soirée du 12 janvier 1879,	0 10
Pour que les chauffeurs s'échauffent,	0 10
Pour que les navets se dégèlent le plus tôt possible,	0 05
Pour la suppression du Bureau de bienfaisance,	0 05

Liste des numéros sortis qui n'ont pas été réclamés dans la soirée du 12 janvier.

346, 193, 345, 127, 275, 274, 329, 315, 299, 255, 131, 304, 249, 307, 195, 124, 320, 92, 146, 280, 134, 70, 334, 278, 173, 140, 293, 163, 265, 137, 158, 290, 297, 135, 283, 316, 286, 153, 133, 211, 103, 85, 104, 333, 178, 21, 314, 302, 197, 179, 18, 148, 155, 294, 253, 147.

Les lots pourront être réclamés lundi 20 janvier, à 8 heures du soir, au local, cour Sauvage, 23.

Le Conseil fédéral de la Vallée de la Vesdre informe ceux qui désireraient l'*Almanach de l'Ouvrier, pour 1879*, qu'ils peuvent s'adresser au local, cour Sauvage, 23, place du Martyr, tous les jours de 9 à 10 heures du soir.

15 centimes l'exemplaire.

MAISON P. MAUHIN,
rue des Franchimontois, 11, Andrimont

PIANOS

H. Hertz, Erard, Eleke, Cospers, Pleyel, Bernhard, Dopera, etc., etc. — Garanties exempts de tous défauts de construction, à des prix défiant toute concurrence.

Vendre bon marché pour vendre beaucoup
LONG CRÉDIT.

Andrimont, rue des Franchimontois, 11.

Editeur, H. MALEMPRE, rue de Verviers, 20, à Ensival.